



## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7: NANTISSEMENT .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 9: DELAI D'EXECUTION .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 10: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 11: NATURE DES PRIX.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 12: CARACTERE DES PRIX .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 13: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DÉFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 14: ASSURANCES CONTRE LES RISQUES .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 15: RECEPTION PROVISOIRE - RECEPTION DEFINITIVE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 16: COMITE DE SUIVI.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 17: MODALITES DE REGLEMENT.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 18: PENALITES POUR RETARD .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 19: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 20: RÉSILIATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 21: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 22: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 23: RECOURS A L'EMPLOI DE LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 24: RETENUE A LA SOURCE EN MATIERE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET DE LA TVA ....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 25: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 26: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 27: COLLECTE DE CONSENTEMENT .....</b>	<b>10</b>
<b>CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES « TERMES DE REFERENCES ».....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 28: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 29: BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF .....</b>	<b>15</b>



**APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX  
N°03/CSEFRS/2025**

Marché passé par appel d'offres ouvert national simplifié sur offres des prix, en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

**ENTRE**

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, représenté par sa Présidente, désigné ci-après par « le CSEFRS » ou « le Maître d'Ouvrage ».

**D'UNE PART**

**ET**

**A- Pour les personnes physiques :**

*1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :*

Monsieur ....., Qualité.....;  
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.  
Faisant élection de domicile à : ..... ;  
Affilié à la CNSS sous le N° : ..... ;  
Inscrit au registre de commerce de ..... sous le N°: ..... ;  
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ..... ;  
Identifiant commun de l'entreprise : ..... ;  
Titulaire du compte bancaire N° : ..... Ouvert à la banque .....  
Agence ..... :

*2) Cas de l'auto-entrepreneur :*

Monsieur ....., Qualité.....;  
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.  
Faisant élection de domicile à : ..... ;  
Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° : ..... ;  
Identifiant commun de l'entreprise : .....  
Titulaire du compte bancaire n° : ..... Ouvert à la banque .....  
Agence ..... :

**B- Pour les personnes morales :**

*1) Cas des sociétés :*

Monsieur ....., Qualité.....;  
Agissant au nom et pour le compte de ....., au capital social de : ..... ;  
Faisant élection de domicile à : ..... ;  
Affilié à la CNSS sous le N° : ..... ;  
Inscrit au registre de commerce de ..... sous le N°: ..... ;  
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ..... ;  
Identifiant commun de l'entreprise : ..... ;  
Titulaire du compte bancaire N° : ..... Ouvert à la banque .....  
Agence ..... :

*2) Cas des établissements publics :*

Monsieur ....., Qualité.....;  
Agissant au nom et pour le compte de ..... ;  
Siège à : ..... ;  
Affilié à ..... sous le N° : ..... ;  
Inscrit au registre de commerce de ..... sous le N°: ..... ;  
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ..... ;



Identifiant commun de l'entreprise : ..... ;  
Titulaire du compte bancaire N° : ..... Ouvert à la banque .....  
Agence ..... :

**3) Cas des coopératives ou union des coopératives :**

Monsieur ....., Qualité.....;  
Agissant au nom et pour le compte de ....., au capital social de : ..... ;  
Faisant élection de domicile à : ..... ;  
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ..... ;  
Affilié à la CNSS sous le N° : ..... ;  
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ..... ;  
Identifiant commun de l'entreprise : ..... ;  
Titulaire du compte bancaire N° : ..... Ouvert à la banque .....  
Agence ..... :

Désigné ci-après par « le Prestataire » ou « Titulaire »

**C- Pour les groupements :**

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention  
(les références de la convention)

- Membre 1 : ..... ;  
M ..... ;  
Agissant au nom et pour le compte de ..... ;  
Au capital social ..... ;  
Registre de commerce de ..... ;  
Affilié à la CNSS sous N° ..... ;  
Faisant élection de domicile au : ..... ;  
Titulaire du compte bancaire n° : ..... Ouvert à la banque .....  
Agence ..... :  
- Membre 2 : ..... ;  
(Servir les renseignements le concernant)  
- Membre n :  
.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M. (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire sous N° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès ..... ;

**D'AUTRE PART**

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV**



## CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

### ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert national simplifié sur offres de prix a pour objet l'impression des publications du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique en lot unique.

### ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché consistent en l'impression des publications du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique en lot unique.

La conception des documents est réalisée par le Conseil et sera remise au prestataire sous format PDF prêt à l'impression.

L'impression des documents sera réalisée, par document, selon les quantités, le nombre de pages et les spécifications techniques indiqués ci-dessous et spécifiées dans chaque lettre de commande.

Ces prestations sont détaillées au chapitre II ci-dessous.

### ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont :

- L'acte d'engagement dûment rempli et signé ;
- Le présent CPS dûment signé ;
- Le bordereau des prix - Détail estimatif ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité N°2.22.431, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

### ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi N°105-12 relative au Conseil promulguée par le dahir N° 1-14-100 du 16 rajeb 1435 (16 Mai 2014) ;
- Le Dahir N° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le Dahir N°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Le décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) ;
- Le décret N°2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Le décret N°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Le décret royal N°330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement portant organisation Financière et comptable du Conseil Supérieur de l'Education, Formation et de la Recherche Scientifique.
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date de signature du marché.

Ainsi que tous les textes réglementaires se rapportant à l'objet de cet appel d'offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

### ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ





En application de l'article 142 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

En application de l'article 143 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), la notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai maximum de (60) soixante jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, il est fait application des dispositions prévues à l'article 143 du décret précité.

#### **ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR**

Le titulaire est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement.

A défaut par le titulaire de satisfaire aux prescriptions de l'article 17 du CCAG-EMO, toutes notifications relatives au présent marché seront valablement adressées au domicile élu par le prestataire.

En cas de changement de son domicile au cours de la période d'exécution de ses obligations, il doit en aviser immédiatement le Conseil dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

#### **ARTICLE 7: NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir N°1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet ;**
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi N°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi N° 112-13 ;
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'agent comptable détaché auprès du Conseil**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers attributaires du présent marché ;
5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « **exemplaire unique** » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

#### **ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie, sous sa responsabilité, à un tiers, l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

La sous-traitance ne peut ni dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises, ni porter sur les articles N°02, N°03, N°05, N°09 et N°10.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret N°2.22.431.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs.

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants. Toutefois, il est tenu de notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment, la nature des prestations sous-traitées, l'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants auxquelles il a confié l'exécution d'une partie des prestations objet du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage réalise que les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 du décret, il peut, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du contrat de sous-traitance, exercer un droit de récusation, par lettre motivée transmise par voie recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire est tenu de présenter au Conseil les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées, dans le cas où le titulaire du marché recourt à la sous-traitance.



## ARTICLE 9: DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution du présent marché est fixé à un (01) an à compter de la date de commencement prescrite par ordre de service.

## ARTICLE 10: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

### 10.1 Modalités d'exécution

Chaque impression fera l'objet d'une lettre de commande qui précisera, en fonction des besoins à satisfaire, le document à réaliser, les quantités et le délai d'exécution.

### 10.2 Bon à tirer (BAT) :

Le prestataire est tenu de présenter au Conseil un bon à tirer pour approbation des spécifications techniques, selon les modalités suivantes :

- ✓ Le titulaire est tenu de soumettre la version BAT numéro 1 des documents au Conseil pour vérification et correction finale, 2 jours après la remise de la lettre de commande.
- ✓ Le BAT final ne sera délivré par le Conseil qu'une fois toutes les remarques soulevées sont satisfaites par le titulaire.
- ✓ Après signature du BAT, le titulaire doit procéder à l'impression des documents selon les caractéristiques spécifiées au chapitre II ci-dessous.
- ✓ Le titulaire doit procéder à la livraison des impressions dans les délais fixés dans la lettre de commande et après la validation du BAT par le Conseil.

### 10.3 Transport et lieu de livraison :

- ✓ Le titulaire devra assurer à sa charge et à ses risques et périls le transport de toutes les impressions au siège du Conseil sis à angle Avenue Allal El Fassi- et Avenue Al MILYA.
- ✓ Avant la livraison, le titulaire devra informer, par écrit, 48 heures à l'avance le Conseil pour communiquer la date et l'heure de livraison.

### 10.4 Conditionnement :

Les documents objet du présent marché doivent être livrés dans des emballages en carton, aux dimensions appropriées pour garantir leur sécurité et éviter leur dégradation lors du transport et faciliter leur entreposage au Conseil.

Chaque carton doit contenir les exemplaires du même document.

### 6.5 Modalités de réception des commandes :

- ✓ A chaque livraison, les documents seront, au préalable, vérifiés par rapport au bon à tirer (BAT). En effet, cette vérification portera sur la conformité aux spécifications techniques, telles qu'elles sont décrites au chapitre II ci-dessous ;
- ✓ Si l'un des aspects contrôlés n'est pas conforme, il entraînera systématiquement le rejet de la totalité de la commande. Dans le cas contraire, un bon de livraison présenté par le titulaire sera signé par le représentant du Conseil ;
- ✓ L'enlèvement et le remplacement des documents rejetés devront être assurés par le titulaire dans un délai de 2 jours à partir de la constatation de l'anomalie. Les documents fournis en remplacement subiront les mêmes vérifications indiquées ci-dessus.

## ARTICLE 11: NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les prix du marché sont établis en dirham marocain.

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

## ARTICLE 12: CARACTERE DES PRIX

Le prix du marché comprend le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et, de manière générale, toutes les dépenses induites par la prestation objet du marché jusqu'à l'exécution de celle-ci. Conformément à l'article 15, paragraphe 1 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.



### ARTICLE 13: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DÉFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE

- Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **vingt mille Dirhams (20.000 Dirhams)**.
- Le cautionnement définitif est fixé à 3% (Trois pour Cent) du montant T.T.C du marché. Le cautionnement définitif de 3 % devra être constitué dans les 30 jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.
- Par dérogation de l'article 13 du CCAG-EMO, il n'est pas prévu de retenue de garantie

### ARTICLE 14: ASSURANCES CONTRE LES RISQUES

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

### ARTICLE 15: RECEPTION PROVISOIRE - RECEPTION DEFINITIVE

- ✓ La réception provisoire partielle sera prononcée par le Conseil après réalisation et livraison des documents de chaque commande ;
- ✓ Chaque réception provisoire partielle sera constatée par un procès-verbal de réception provisoire partielle signé par le comité de suivi au sein du Conseil désigné à cet effet ;
- ✓ La dernière réception provisoire partielle tient lieu de réception définitive du marché.

### ARTICLE 16: COMITE DE SUIVI

Pour l'exécution du marché, le Conseil désignera un comité de suivi, qui aura à assurer les fonctions suivantes :

- Assurer l'interface avec le titulaire pour tout ce qui concerne les modalités d'exécution du présent marché ;
- Contrôler la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation.
- Signer les procès-verbaux de réceptions provisoires partielles et définitive conjointement avec le titulaire du présent marché.

### ARTICLE 17: MODALITES DE REGLEMENT

Pour l'établissement des décomptes, et après prononciation de la réception provisoire partielle de chaque commande, et production du procès-verbal de réception provisoire partielle y afférent, le prestataire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture en cinq (05) exemplaires.

Le règlement sera effectué sur la base desdits décomptes en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées sur son Compte bancaire.

### ARTICLE 18: PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir livré les impressions dans les délais fixés par chaque lettre de commande, il lui sera appliqué une pénalité de un pour mille (1‰) par jour calendaire de retard du montant de chaque commande. Cette pénalité court de plein droit et sans mise en demeure préalable et sera prélevée sur la facture de la période correspondante.

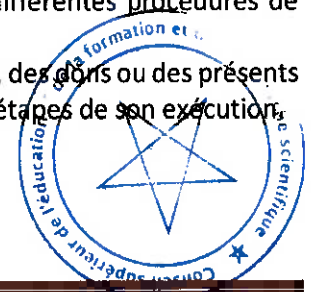
Toutefois, le montant global de ces pénalités qui seront appliquées est plafonné à 10% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO, nonobstant les poursuites à l'encontre du titulaire par endommagement préjudice subi par le Conseil.

### ARTICLE 19: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.





Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 162 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

#### **ARTICLE 20: RÉSILIATION DU MARCHÉ**

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret N°2-22-431 du 08/03/2023 relatif aux marchés publics et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

#### **ARTICLE 21: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES**

Si, en cours d'exécution du marché passé suite au présent appel d'offres, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO. Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents de Rabat.

#### **ARTICLE 22: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES**

##### **22.1 L'admissibilité pour l'avance :**

Conformément au décret N°2-14-272 du 14 Rejeb 1435 relatif aux avances en matière de marchés publics, le titulaire du marché bénéficie d'une avance sur la base du montant total du marché.

La tranche du marché faisant l'objet d'une sous-traitance est exclue.

##### **22.2 Le montant de l'avance :**

Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché TTC.

##### **22.3 Constitution des garanties :**

Pour pouvoir bénéficier de l'avance, le titulaire du marché est tenu de constituer une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant des avances consenties par le Maître d'ouvrage.

##### **22.4 Le remboursement du montant de l'avance :**

Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction de 10% sur chaque acompte dû au titulaire du marché.

Le remboursement du montant total de l'avance doit être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80% du montant toutes taxes des prestations qui lui sont confiées au titre dudit marché.

#### **ARTICLE 23: RECOURS A L'EMPLOI DE LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE**

Conformément à l'alinéa h) du paragraphe B de l'article 16 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), le titulaire du marché est tenu de faire appel à la main d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du présent marché.

#### **ARTICLE 24: RETENUE A LA SOURCE EN MATIERE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET DE LA TVA**

Une retenue à la source au titre de la Taxe sur la Valeur Ajoutée « TVA », sera appliquée sur les opérations effectuées par les prestataires de services et les fournisseurs de biens d'équipement et de travaux assujettis à la TVA en application de l'article 89 – I (5°, 10° et 12°) du Code Général des impôts.

Une retenue à la source en matière d'IS et d'IR, sera appliquée sur les rémunérations allouées à des tiers, en application des articles 4-IV, 15 bis et 45 bis- I du Code Général des impôts.

#### **ARTICLE 25: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT**

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 26: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Afin de garantir le secret, la sécurité et la confidentialité des données, le prestataire s'engage à :

- Prendre toutes précautions utiles, afin de préserver la sécurité des données, notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par le Conseil ;
- Ne traiter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues du Conseil ;
- Ne traiter les informations qu'entièrement et exclusivement en son sein et dans le cadre du présent marché ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle et logique, pour assurer la conservation et l'intégrité des données traitées ;



- Prendre toutes mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
- Procéder, à la fin du marché, à la destruction des données, fichiers informatisés ou manuels, figurant sur tout support.

Par ailleurs, le prestataire s'interdit :

- De divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des informations contenues dans des fichiers informatisés ou manuels, ou figurant sur tout support transmis par le Conseil ou concernant les informations recueillies au cours de l'exécution du présent marché ;
- D'utiliser les supports ou documents qui lui ont été confiés, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son compte ou pour le compte de tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au présent marché, tout ou partie des informations contenues sur lesdits supports ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent marché ;
- De prendre copie ou stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent marché.

Le prestataire s'engage :

- À première demande du Conseil à apporter la preuve qu'il dispose des moyens organisationnels, techniques et financiers permettant de garantir le respect et l'effectivité de l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité résultant du marché ;
- À coopérer avec le Conseil dans toutes circonstances mettant en jeu l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité ;
- À permettre la réalisation par le Conseil ou toute personne mandatée par ce dernier et sous réserve que les vérificateurs ne soient pas des concurrents directs du prestataire, de toute vérification lui paraissant utile de l'exécution des obligations par le prestataire. Le prestataire s'engage à coopérer de bonne foi et sans réserve avec les vérificateurs dès lors qu'il sera avisé de la réalisation d'un audit ;
- À mettre en œuvre à ses frais et sans délai toutes mesures correctives soulignées dans le rapport de vérification.

Le prestataire reconnaît :

- Qu'en cas de non-respect des obligations souscrites dans le cadre du présent marché, sa responsabilité pourra être engagée pénalement ;
- Qu'il pourra être tenu responsable envers le Conseil des dommages qui seraient causés par suite d'un manquement aux obligations résultant du présent marché, ainsi qu'au versement de réparations du préjudice subi ;

## **ARTICLE 27: COLLECTE DE CONSENTEMENT**

- Le Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique collecte et traite les données à caractère personnel du fournisseur dans le cadre du traitement ayant pour finalité la gestion des fournisseurs dans le respect des conditions de la délibération de la CNDP N° 98-AU-2015 du 12 juin 2015.
- Ce traitement a fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la CNDP sous le numéro A-GF-1018/2023 en date du 13/10/2023
- Le titulaire peut s'adresser au Secrétariat général du Conseil par courriel à l'adresse [pdp@csefrs.ma](mailto:pdp@csefrs.ma) pour exercer ses droits d'accès, de rectification et d'opposition conformément aux dispositions de la loi N° 09-08.



## CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES « TERMES DE REFERENCES »

### ARTICLE 28: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

**Document N°1 : Rapport (couverture rigide) d'environ 200 pages .....PRIX N°1**

<b>Délai d'exécution</b>	2 jours ouvrables : bat imprimé 10 Jours ouvrables après signature du BAT : livraison des impressions
<b>Format</b>	A4 Portrait
<b>Couverture</b>	Impression quadrichromie recto (ou) Recto/Verso sur couché mat 170grs, pelliculage mat R/V + Vernis sélectif 3D+ contre collage sur carton 1250grs
<b>Intérieur</b>	Impression quadrichromie recto verso sur couché mat 170grs
<b>Finition</b>	Dos Carré Cousu
<b>Nombre de pages</b>	200 pages +/- 16 pages
<b>Nombre d'articles</b>	1
<b>Quantité d'exemplaires par article</b>	100

**Document N°2 : Rapport (couverture souple) d'environ 200 pages.....PRIX N°2**

<b>Délai d'exécution</b>	2 jours ouvrables : bat imprimé 10 Jours ouvrables après signature du BAT : livraison des Impressions
<b>Format</b>	A4 portrait
<b>Couverture</b>	Impression quadrichromie recto (ou) Recto/Verso sur couché mat 300grs, pelliculage mat R/V + Vernis sélectif 3D
<b>Intérieur</b>	Impression quadrichromie recto verso sur couché mat 170grs
<b>Finition</b>	Dos Carré collé
<b>Nombre de pages</b>	200 pages +/- 16 pages
<b>Nombre d'articles</b>	1
<b>Quantité d'exemplaires par article</b>	500

**Document N°3 : Document d'environ 28 pages.....PRIX N°3**

<b>Délai d'exécution</b>	2 jours ouvrables : bat imprimé 5 Jours ouvrables après signature du BAT : livraison des Impressions
<b>Format</b>	A4 Portrait
<b>Couverture</b>	Impression quadrichromie recto (ou) Recto/Verso sur couché mat 300grs, pelliculage mat R/V
<b>Intérieur</b>	Impression quadrichromie recto verso sur couché mat 170grs
<b>Finition</b>	Piqué à cheval
<b>Nombre de pages</b>	28 pages +/- 8 pages
<b>Nombre d'articles</b>	7
<b>Quantité d'exemplaires par article</b>	200



**Document N°4 : Document d'environ 56 pages.....PRIX N°4**

<b>Délai d'exécution</b>	2 jours ouvrables : bat imprimé 5 Jours ouvrables après signature du BAT : livraison des Impressions
<b>Format</b>	A4 Portrait
<b>Couverture</b>	Impression quadrichromie recto (ou) Recto/Verso sur couché mat 300grs, pelliculage mat R/V
<b>Intérieur</b>	Impression quadrichromie recto verso sur couché mat 170grs
<b>Finition</b>	Dos carré collé
<b>Nombre de pages</b>	56 pages +/- 8 pages
<b>Nombre d'articles</b>	1
<b>Quantité d'exemplaires par article</b>	200

**Document N°5 : Document d'environ 60 pages .....PRIX N°5**

<b>Délai d'exécution</b>	2 jours ouvrables : bat imprimé 7 Jours ouvrables après signature du BAT : livraison des Impressions
<b>Format</b>	<b>A5 Portrait</b>
<b>Couverture</b>	Impression quadrichromie recto (ou) Recto/Verso sur couché mat 300grs, pelliculage mat R/V
<b>Intérieur</b>	Impression quadrichromie recto verso sur couché mat 170grs
<b>Finition</b>	Dos Carré collé
<b>Nombre de pages</b>	60 pages +/- 8 pages
<b>Nombre d'articles</b>	1
<b>Quantité d'exemplaires par article</b>	200

**Document N°6 : Document d'environ 72 pages .....PRIX N°6**

<b>Délai d'exécution</b>	2 jours ouvrables : bat imprimé 8 Jours ouvrables après signature du BAT : livraison des Impressions
<b>Format</b>	A4 Portrait
<b>Couverture</b>	Impression quadrichromie recto (ou) Recto/Verso sur couché mat 300grs, pelliculage mat R/V
<b>Intérieur</b>	Impression quadrichromie recto verso sur couché mat 135grs
<b>Finition</b>	Dos Carré collé
<b>Nombre de pages</b>	72 pages +/- 16 pages
<b>Nombre d'articles</b>	2
<b>Quantité d'exemplaires par article</b>	200





**Document N°7 : Document d'environ 100 pages.....PRIX N°7**

<b>Délai d'exécution</b>	2 jours ouvrables : bat imprimé 8 Jours ouvrables après signature du BAT : livraison des Impressions
<b>Format</b>	A4 Portrait
<b>Couverture</b>	Impression quadrichromie recto (ou) Recto/Verso sur couché mat 300grs, pelliculage mat R/V
<b>Intérieur</b>	Impression quadrichromie recto verso sur couché mat 135grs
<b>Finition</b>	Dos Carré collé
<b>Nombre de pages</b>	100 pages +/- 16 pages
<b>Nombre d'articles</b>	1
<b>Quantité d'exemplaires par article</b>	200

**Document N°8 : Document d'environ 152 pages .....PRIX N°8**

<b>Délai d'exécution</b>	2 jours ouvrables : bat imprimé 10 Jours ouvrables après signature du BAT : livraison des Impressions
<b>Format</b>	A4 Portrait
<b>Couverture</b>	Impression quadrichromie recto (ou) Recto/verso sur couché mat 300grs, pelliculage mat R/V
<b>Intérieur</b>	Impression quadrichromie recto verso sur couché mat 135grs
<b>Finition</b>	Dos Carré cousu
<b>Nombre de pages</b>	152 pages +/- 32 pages
<b>Nombre d'articles</b>	4
<b>Quantité d'exemplaires par article</b>	200

**Document N°9 : Document d'environ 200 pages .....PRIX N°9**

<b>Délai d'exécution</b>	2 jours ouvrables : bat imprimé 14 Jours ouvrables après signature du BAT : livraison des Impressions
<b>Format</b>	A4 Portrait
<b>Couverture</b>	Impression quadrichromie recto (ou) Recto/verso sur couché mat 300grs, pelliculage mat R/V
<b>Intérieur</b>	Impression quadrichromie recto verso sur couché mat 135grs
<b>Finition</b>	Dos Carré cousu
<b>Nombre de pages</b>	200 pages +/- 32 pages
<b>Nombre d'articles</b>	6
<b>Quantité d'exemplaires par article</b>	200



## Document N°10 : Document d'environ 300 pages .....PRIX N°10

<b>Délai d'exécution</b>	2 jours ouvrables : bat imprimé 14 Jours ouvrables après signature du BAT : livraison des Impressions
<b>Format</b>	A4 Portrait
<b>Couverture</b>	Impression quadrichromie recto (ou) Recto/verso sur couché mat 300grs, pelliculage mat R/V
<b>Intérieur</b>	Impression quadrichromie recto verso sur couché mat 135grs
<b>Finition</b>	Dos Carré cousu
<b>Nombre de pages</b>	300 pages +/- 32 pages
<b>Nombre d'articles</b>	1
<b>Quantité d'exemplaires par article</b>	200

## Document N°11 : Document d'environ 400 pages .....PRIX N°11

<b>Délai d'exécution</b>	2 jours ouvrables : bat imprimé 14 Jours ouvrables après signature du BAT : livraison des Impressions
<b>Format</b>	<b>17*24</b>
<b>Couverture</b>	Impression quadrichromie recto (ou) Recto/verso sur couché mat 300grs, pelliculage mat R/V
<b>Intérieur</b>	Impression quadrichromie recto verso sur couché mat 135grs
<b>Finition</b>	Dos Carré cousu
<b>Nombre de pages</b>	400 pages +/- 32 pages
<b>Nombre d'articles</b>	1
<b>Quantité d'exemplaires par article</b>	200



**ARTICLE 29: BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF**

N° de prix	Désignation	Nombre de documents (1)	Unité par document (2)	Prix unitaire HT (3) Estimatif	Prix total HT Estimatif (4)=(1)*(2)*(3)
1	Document 1	1	100		
2	Document 2	1	500		
3	Document 3	7	200		
4	Document 4	1	200		
5	Document 5	1	200		
6	Document 6	2	200		
7	Document 7	1	200		
8	Document 8	4	200		
9	Document 9	6	200		
10	Document 10	1	200		
11	Document 11	1	200		
<b>Total Hors Taxes</b>					
<b>TVA 20%</b>					
<b>Total TTC</b>					

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif à la somme de : .....

..... Dirhams TTC.



**DERNIERE PAGE**  
**CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES**  
**APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX**  
**N°03/CSEFRS/2025**

**OBJET : L'IMPRESSION DES PUBLICATIONS DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE -EN LOT UNIQUE-**

<p style="text-align: center;"><b><u>PRESENTE PAR</u></b></p> <p style="text-align: center;"><b>Samia SEMMAR</b> Chef du Centre de Documentation, de Publication et de Traduction</p>	<p style="text-align: center;"><b><u>VERIFIE PAR</u></b></p> <p style="text-align: center;"><b>KHADDOU BENJELLOUN</b> Directeur du Pôle Ressources</p>
<p style="text-align: center;"><b><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></b></p>	<p style="text-align: center;"><b><u>VALIDE PAR</u></b></p> <p style="text-align: center;"><b>Aziz KAICHOUH</b> Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique</p>